

POLITIQUE

Macron cherche le bon calendrier pour la réforme des retraites

Le chef de l'État cherche comment relancer ce dossier inflammable avant 2022, contre l'avis d'une partie de son camp.

ANNE DE GUIGNÉ MATHILDE SIRAUD

IL Y A UN MOIS, ce poids lourd du gouvernement était formel : après la crise du Covid, « *je ne crois pas cinq minutes qu'on revienne au sujet des retraites avant la fin du quinquennat !* » C'était sans compter sur l'inclination d'Emmanuel Macron à chercher le contrepied, à vouloir prendre des risques. Ainsi, le président de la République a profité de la toute première étape de son tour de France pour remettre la lumière sur cette réforme explosive, au cœur de son projet présidentiel mais minée par les contestations et mise à l'arrêt depuis le Covid. « *Je vais devoir prendre des décisions dans les semaines à venir, certaines difficiles* », a averti le chef de l'État depuis le Lot. « *Rien n'est exclu* », a-t-il ajouté, précisant que si une loi devait être présentée, celle-ci ne le serait « *pas dans les mêmes termes* » que la précédente. Autrement dit, pas question de reprendre tel quel le texte porté à l'hiver 2019-2020 par l'ancien premier ministre Édouard Philippe. Celui-ci mettait fin aux régimes spéciaux, instaurait un système par points et fixait un âge pivot à 64 ans. Après des semaines de grèves, l'ex-chef du gouvernement avait fini par déclencher en urgence l'article 49-3 à l'Assemblée, un samedi, quinze jours avant le début du premier confinement. « *La crise Covid n'a rien changé, elle a plutôt conforté la nécessité de la réforme, qui ne pourra pas être identique à la précédente. Le temps restant n'est en tout cas pas un obstacle* », appuie un conseiller élyséen.

« Lever le crayon »

Ces déclarations ne doivent rien au hasard. Pour Emmanuel Macron, qui va devoir trancher l'agenda de ses dix derniers mois de mandat, elles sont un moyen de sonder l'opinion, de contraindre les oppositions à se positionner, mais aussi de braquer les projecteurs sur une

thématique économique et sociale, qui lui est *a priori* plus favorable que les sujets régaliens. « *La sécurité a occupé le premier plan de l'actualité. Nous devons revenir à la question de la modernisation du pays, déterminer un nouveau cap pour début juillet* », argue un ministre de premier plan, selon qui le chef de l'État doit continuer à adresser des signaux à l'électorat réformiste. C'est un moyen, aussi, de préparer les esprits alors qu'une partie de la garde rapprochée du président de la République plaide pour repousser une telle réforme d'ampleur - « *la mère des réformes* » - à un hypothétique deuxième quinquennat. Le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, est sur cette ligne. Il l'a rappelé au cours d'une réunion de la majorité à Matignon, le 25 mai. Pour ce fidèle du chef de l'État, il faut assumer de « *lever le crayon* », afin de ne pas bousculer un pays déjà échaudé par les crises successives. Jean Castex, qui cherche à faire du dialogue social un marqueur de son identité politique, ne se montre pas non plus particulièrement impatient. S'il devait y avoir une nouvelle loi, elle devra être « *simple et claire* », défend son entourage, comme pour marquer la différence par rapport à la version d'Édouard Philippe. Le spectre d'un retour rapide de la réforme des retraites affole les ministres les plus exposés au risque de conflits sociaux. « *Je l'ai dit au président : c'est simple, s'il y a une nouvelle loi, peu importe sa teneur, tous mes secteurs seront dans la rue* », s'inquiète un membre du gouvernement, qui guète aussi les éventuelles réactions à la hausse du prix du gaz, à la taxe poids lourds. *Le président mesure le risque. La seule chose que l'on peut envisager, c'est de faire passer une loi-cadre qui pose les grands principes d'un système de retraite universel mais dont l'entrée en vigueur interviendrait bien plus tard.* »

Bercy, à l'inverse, se montre bien plus volontariste. Au ministère de l'Économie, on est convaincu depuis longtemps que la France ne peut pas échapper à une réforme des retraites, car le pays est confronté à un sérieux problème de temps du travail. Sur l'ensemble de leur vie, les Français travaillent moins que leurs voisins. Bruno Le Maire l'a rappelé, dimanche, au micro du « Grand Rendez-Vous Europe 1-Cnews-Les Échos ». « *C'est une priorité absolue car il y va de l'avenir de la nation* », a-t-il martelé. S'il reste prudent sur le calendrier et la mise en œuvre, le ministre de l'Économie prône un système qui allie « *justice et souplesse* » et cite l'exemple du Portugal. « *Quand la croissance est forte, on accélère la réforme des retraites* », suggère-t-il, glissant au passage qu'il est « *bon que cette réforme ne tarde pas trop* ». Le transfuge de la droite s'était engagé, dès le grand débat à la sortie de la crise des « gilets jaunes », sur le principe d'un retard graduel de l'âge de départ à la retraite. Fidèle à cette ligne, contre l'avis de Matignon et de l'Élysée, le ministre avait ensuite suggéré, en 2019, de régler d'abord les questions d'économie avant de s'atteler au complexe dossier de la réforme systémique et du régime à points. « *Les retraites ne représentent qu'une brique d'un ensemble plus vaste. Il faudrait lancer une réforme globale qui prenne le problème du temps de travail par tous ses angles : chômage, jeunesse, retraite* », avance son entourage. D'autres tentent d'imaginer un projet ambitieux entre la réforme des retraites, le projet de loi grand âge et les jeunes pour créer un lien intergénérationnel qui serait plus consensuel aux yeux des Français.

Une seconde chance

Il y va aussi de la crédibilité de la France devant Bruxelles. La Commission a en effet exigé que les pays qui bénéficient du plan relance européen s'engagent sur des investissements dans la transition écologique, des mesures sociales... mais aussi sur un agenda précis de réforme. Paris a répondu à cette injonction en mettant en avant son projet sur les retraites.

En plus de Bercy, d'autres responsables historiques de la majorité sont eux aussi partisans du retour de la réforme. C'est le cas de Christophe Castaner, patron du groupe La République en marche à l'Assemblée, selon qui « *le temps qu'il reste d'ici la fin de la mandature doit être du temps d'action* ». « *Ce sujet ne peut être écarté juste par principe ou par fausse prudence* », met-il en garde auprès du *Figaro*. À l'Élysée, le secrétaire général, Alexis Kohler, planche sur le sujet.

Reste donc à définir les modalités d'une réforme qui ne remette pas les Français dans la rue à quelques mois de l'échéance présidentielle mais suffisamment ambitieuse pour redresser les finances publiques. Emmanuel Macron semble vouloir se laisser une seconde chance. La précédente loi, jugée « *très ambitieuse, mais extrêmement complexe* » par Bruno Le Maire, est de toute évidence enterrée. Marine Le Pen, candidate à l'Élysée et présidente du Rassemblement national s'en est amusée dimanche, au micro du « Le Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ». « *J'ai entendu le président extrêmement dur avec sa propre réforme des retraites. Il a mis le pays à feu et à sang à cause d'une réforme qui n'était pas bonne et qu'il veut abandonner* », a ironisé la députée.